

  
**Durban**2019  
11-15 Novembre

CONGRES DE CGLU  
SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS  
LOCAUX ET REGIONAUX



**MANIFESTE**  
**Le Futur de l'Égalité :**  
**Au-delà de Pékin+25**

**#CitiesAreListening**

UCLG Manifestes

## MANIFESTE POUR LE FUTURE DE L'EGALITE : AU-DELA DE BEIJING +25

*Projet de déclaration du Congrès mondial de CGLU à la 64ème session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW64) sur Beijing+25 et Agenda 2030*

### **Problèmes globaux, solutions locales.**

La quête de l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas en bonne voie. Les cadres institutionnels et politiques ne sont toujours pas adaptés, comme le démontre le Rapport sur les Objectifs de développement durable de 2019<sup>1</sup>. Ce constat est vrai tant au niveau mondial qu'au niveau local. Les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale<sup>2</sup> et, à ce titre, nous devons également tenir compte de la diversité entre les femmes. D'une manière générale, les femmes continuent d'être l'une des populations les plus exposées à la violence sous toutes ses formes, d'autant plus lorsqu'elles proviennent de populations qui ont été historiquement discriminées. Il s'agit là d'un défi urgent de notre temps : du développement économique aux enjeux de la migration, du changement climatique à l'accès équitable et égal aux services de base, de la résolution des conflits à la réalisation de la Déclaration des droits humains.

Quel que soit l'objectif choisit parmi les 17 Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies, le statut des femmes en est un de " vulnérabilité " ou d'" invisibilité " même si elles sont proactives et efficaces dans la transformation. En conséquence, dans la plupart des cas, la conception et la mise en œuvre des politiques sont moins adaptées à leurs besoins spécifiques, en particulier ceux des femmes et des filles d'ascendance africaine, de populations autochtones, migrantes, de LGBTQIA+ ou provenant de toute autre population exposée à une exclusion ou marginalisation structurelle.

Malgré leur rôle central dans la réalisation des objectifs de transformation énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, ainsi que dans l'Agenda 2030 des Nations Unies, les contributions des collectivités territoriales à la promotion de l'égalité des sexes dans tous les secteurs du développement restent souvent invisibles. Cependant, en tant que niveau de gouvernement le plus proche des communautés, les gouvernements locaux et régionaux sont les mieux placés pour repenser et mettre en œuvre les politiques publiques mieux adaptées à soutenir les partenariats

---

<sup>1</sup> <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2019.pdf>

<sup>2</sup> [https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019\\_Highlights.pdf](https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Highlights.pdf)

stratégiques qui permettent l'émancipation des femmes et les filles dans la réalisation des programmes mondiaux.

### **Mise en œuvre du plan d'action de Pékin.**

La transformation mondiale ne se fera pas de manière durable si les femmes, dans toute leur diversité, ne sont pas pleinement incluses depuis la conception des cadres internationaux et institutionnels jusqu'à la mise en œuvre locale efficace fondée sur des processus participatifs élaborées en collaboration avec les organisations de base et les organisations de la société civile. Les gouvernements locaux doivent prendre des mesures en faveur de l'intégration d'une perspective de genre. Nous devons le faire en tant qu'acteurs et actrices essentiels dans la réalisation des principaux domaines identifiés par le plan d'action de Beijing : pauvreté, éducation et formation, santé, violence, conflits armés, économie, pouvoir et prise de décisions, mécanismes institutionnels, droits de l'homme, médias, environnement et filles.

#### **1. Les collectivités locales et régionales montrent la voie.**

L'égalité des sexes est un droit humain dont les implications directes touchent l'ensemble de la société. Il est donc essentiel de garantir que les villes, les espaces métropolitains et les zones urbaines et rurales soient accessibles et aussi agréables à vivre pour les femmes et les filles que pour les hommes et les garçons. Les gouvernements locaux et régionaux ont la responsabilité collective de veiller à ce qu'une stratégie de genre clairement identifiée, intégrée et cohérente, soit mise en œuvre pour la réalisation des droits fondamentaux, y compris leur autonomie financière, juridique et politique. En tant que principaux employeurs et fournisseurs de services, les gouvernements locaux et régionaux peuvent avoir un impact significatif sur la vie des femmes en promouvant une réglementation du travail équitable, en éliminant le harcèlement et en garantissant des pratiques non discriminatoires. Dans la pratique, un grand nombre d'expériences, de politiques et d'actions déterminantes se trouvent déjà sur le terrain. Au-delà du travail de plaidoyer, les gouvernements locaux agissent pour promouvoir le partage de bonnes pratiques pour les communautés. Elles doivent maintenant ouvrir la voie à une société plus équitable, équilibrée et responsable sur le plan de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## **2. Renforcer la démocratie locale**

Dans son rapport de 2019, notamment sur les progrès réalisés vis-à-vis de l'ODD 5, l'ONU souligne que des manques importants subsistent et des défis majeurs se font plus pressants en matière d'égalité de genre dans l'élaboration des politiques. Dans la plupart des pays et régions du monde, Les femmes demeurent largement sous-représentées à tous les niveaux de direction politique. Être des gouvernements démocratiques locaux justes, inclusifs et sensibilisés, où les femmes et les hommes ont un accès égal à la prise de décision, est devenu pour nous, en tant que sentinelles de la démocratie locale, une préoccupation majeure et une de nos principales priorités. Les gouvernements locaux doivent prendre des mesures pour améliorer la représentation des femmes dans les fonctions élues, administratives et nommées aux plus hauts niveaux de nos propres institutions. En ce sens, il est essentiel de soutenir et de promouvoir des lois, des politiques et des mesures visant à encourager et à garantir la participation des femmes à parité dans la vie politique locale. Cet objectif peut être atteint grâce à une combinaison de mesures de lutte contre la discrimination et des actions de promotion de leur visibilité, ainsi qu'à travers des programmes des soutiens, des conditions de travail et de prestation de services, comme la garde d'enfants, plus adaptées.

## **3. Suivi de la condition de la femme.**

Il existe un écart évident dans le suivi et l'évaluation de la représentation des femmes dans la vie politique locale à travers le monde, il n'existe pas de données précises pour faire le suivi nécessaire. Il est crucial de collecter des données et c'est l'un des principaux objectifs de CGLU, à travers sa stratégie pour l'égalité des genres, car la collecte de données notamment désagrégées par sexe permet de produire un changement qualitatif en développant des indicateurs de suivi de genre, capables d'informer les initiatives, actions et programmes à venir pour atteindre l'égalité de genres. Au niveau des régions mondiales, les collectivités territoriales du monde entier ont d'ailleurs déjà commencé à surveiller la représentation politique locale, comme en Afrique, en Asie-Pacifique, en Europe et en Amérique latine.

## **4. Être en première ligne**

L'élimination de toutes les formes de discrimination, de harcèlement et de violence à l'égard des femmes est une question incontournable qui doit être résolue de manière définitive dans tous les espaces, domestiques et publics, y compris les transports, l'école, le travail et les administrations

publiques. Le bien-être des femmes conditionne l'avenir de l'humanité tout entière et le développement social, économique, environnemental et culturel de manière holistique. Les gouvernements locaux sont en mesure de s'attaquer directement aux pratiques qui mettent en danger les femmes, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée. La sensibilisation de la police municipale mais aussi des politiques d'urbanisme, en particulier la création et l'entretien d'espaces publics, sont des outils essentiels dans la lutte contre la violence faite aux femmes. Les gouvernements locaux ont un rôle important à jouer pour identifier les femmes et les filles ciblées par la violence et leur fournir le soutien et les services appropriés pour y échapper et reconstruire leur vie.

#### **5. Renforcement des capacités.**

Les femmes et les filles vivent la ville différemment des hommes et des garçons. Les femmes continuent d'être confrontées à des discriminations dans l'accès aux opportunités de revenus, à l'éducation, au logement, à l'état de droit et à la participation à la gouvernance locale. De plus, il y a un fort engagement des gouvernements locaux et régionaux dans la promotion de la transformation des concepts de rôles genrés, notamment à travers des programmes culturels et éducatifs. Les gouvernements locaux et régionaux ont le devoir d'assurer l'égalité d'accès des femmes aux ressources foncières, économiques, naturelles et culturelles. Les autorités locales peuvent mettre en place des mécanismes permettant aux femmes d'obtenir plus facilement des documents juridiques de base, fournir des services d'assistance juridique qui les aident à exercer leurs droits et garantir leur participation aux institutions de gouvernance foncière et aux processus d'élaboration des politiques.

#### **6. Soutenir la coopération à tous les niveaux.**

L'impact positif et les résultats positifs des programmes de renforcement des capacités et des initiatives de coopération de ville à ville montrent à quel point la coopération internationale et l'apprentissage mutuel sont essentiels à la promotion de l'égalité des sexes, tant au niveau local qu'au niveau mondial. Les associations internationales et nationales de gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle crucial en mettant en œuvre des programmes et des projets spéciaux et en promouvant des actions spéciales visant à réaliser l'intégration de la dimension de genre et l'égalité. CGLU, en particulier à travers ses sections régionales et la Commission permanente sur l'égalité des genres vise à faciliter les échanges d'informations et d'expériences à travers le monde.

#UCLGCongress  
[www.durban2019.uclg.org](http://www.durban2019.uclg.org)

